



Médico-social

A Guéret (Creuse), le secteur médico-social dénonce les « salaires pourris »

Article réservé aux abonnés

Publié le 07/12/2021 à 19h35

3145 fois



La directrice de l'ARS de Guéret, Isabelle Dumond, écoute les revendications des salariés venus manifester contre leur exclusion du Ségur de la santé. © Agence GUERET

Les salariés du secteur médico-social manifestaient une nouvelle fois, mardi 7 décembre, devant l'ARS de Guéret (Creuse). Ils demandaient notamment à bénéficier des mesures du Ségur de la santé dont ils sont exclus.

Une centaine de professionnels du secteur médico-social manifestait, mardi 7 décembre, devant l'Agence Régionale de Santé (ARS) à Guéret (Creuse), à l'appel de la CGT. Ils demandaient notamment l'extension de la revalorisation salariale de 183 € accordée aux soignants lors du Ségur de la santé en juillet 2020.

Les éducateurs spécialisés, aides à domicile et agents polyvalents des structures d'accueil et d'accompagnement étaient venus faire entendre leurs voix. Ils se sont surnommés « les oubliés du Ségur » parce qu'ils n'ont pas bénéficié d'augmentation de salaire après la crise sanitaire et demandent aujourd'hui à être reconnus pour leur travail.



A lire aussi : [En Creuse, des professionnels du secteur médico-social privé réclament une revalorisation des salaires](#)



Un secteur qui se dégrade depuis des années



Recevez par mail notre newsletter éco et retrouvez l'actualité des acteurs économiques de votre région.

JE

M'INSCRIS

Dans la foule, Marie, accompagnante éducative et sociale à l'ITEP (institut thérapeutique éducatif et pédagogique) du Petit-Prince à Évaux-les-Bains. Elle s'occupe d'enfants en situation de handicap et présentant des troubles du comportement. Quarante heures par semaine, parfois plus, sont dédiées à ses patients qu'elle ne peut pas « abandonner dans un coin à la fin du service », explique-t-elle.

A lire aussi : [Quelles sont les pistes étudiées pour sortir de la crise aux urgences de Guéret \(Creuse\) ?](#)

« On ne va pas se mentir, le salaire est pourri, le travail difficile et on n'a aucune reconnaissance de l'Etat », regrette la jeune femme qui avait pourtant choisi ce métier par passion. À tout juste 25 ans, elle affirme vouloir poursuivre la mobilisation pour de meilleures conditions de travail : « je ne veux pas faire comme mes collègues et passer 40 ans à me faire exploiter pour des miettes. »

Un manque de moyens ignoré

Sylvie est, elle, agent de service à l'IME (institut médico-éducatif) de la Roseraie à La Souterraine depuis 12 ans. La veille, comme souvent, elle s'est retrouvée seule à encadrer huit enfants souffrant de handicaps mentaux lors d'un déplacement en car. Une charge énorme pour un salaire maigre : « 1.300 €, à peine au-dessus du Smic » s'indigne-t-elle alors que les manifestants s'engouffrent dans les locaux de l'ARS.

En abord rassemblés devant l'agence, ils veulent parler directement à sa directrice, Isabelle Dumond. Après une intrusion pacifique dans les bureaux, celle-ci accepte de les rencontrer. Les manifestants sortent des locaux sans dégradation, masque sur le nez et en passant se désinfecter les mains à l'accueil, « on voit qu'on est des soignants », plaisante l'un d'entre eux.

La conversation avec la directrice de l'ARS est tendue, « la crise sanitaire n'a fait que renforcer les besoins du secteur médico-social mais on n'a eu ni reconnaissance ni moyens financiers ou humains », accuse Éric, qui s'occupe de personnes handicapées à l'Apajh. Les manifestants demandent, en plus de l'augmentation salariale de 183 €, le maintien de la Convention 66 qui régit leur secteur, avec augmentation des barèmes de salaires « pour compenser plus de 20 ans de baisse du pouvoir d'achat. »

A lire aussi : [En Creuse, l'aide sociale à l'enfance remise en cause par un collectif, le Département se défend](#)

Des revalorisations qui permettraient peut-être d'attirer du personnel, car pour l'instant ils sont en sous-effectifs et « à la fin, ce sont les patients qui subissent les conséquences », conclue Éric.

Une communication stérile

La direction de l'ARS promet de transmettre ces demandes lors de la conférence des métiers du médico-social, prévue avec le Premier ministre, Jean Castex, en janvier.

Mais les manifestants ne sont pas convaincus par son engagement, accusant l'ARS de traiter patients et professionnels comme des chiffres. « Venez faire un stage chez nous », leur lance la directrice. Outrés par le mépris de la réponse, les manifestants l'invitent à venir « tenir une semaine avec nous », avant de partir pour la préfecture.

A lire aussi : [Pass sanitaire : les services d'aide à la personne en tension en Creuse](#)

Nathalie Teste, responsable santé à la CGT, promet de nouvelles mobilisations pour faire fléchir les autorités.

Lou Phily

Mise à jour : Les propos de Marie, qui avaient été mal interprétés, ont été modifiés à sa demande.